

Jean Lorcin

TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE DE LA CLASSE
OUVRIÈRE DANS LA RÉGION DE SAINT-ETIENNE (1870-1914)

La structure de la classe ouvrière de la région de Saint-Etienne, le plus ancien bassin industriel de France, peut être étudiée entre 1870 et 1914 à l'aide des recensements quinquennaux (1872, 1881, 1886, 1891, 1896, 1901, 1906 et 1911) dont les listes nominatives et les tableaux récapitulatifs nous donnent la profession, le sexe, l'âge, le lieu de naissance et la nationalité des habitants de chaque commune. Les registres d'embauche et les fiches du personnel des entreprises, quand ils ont été conservés, nous permettent de compléter ces données avec la catégorie professionnelle, le service et l'ancienneté dans l'établissement.

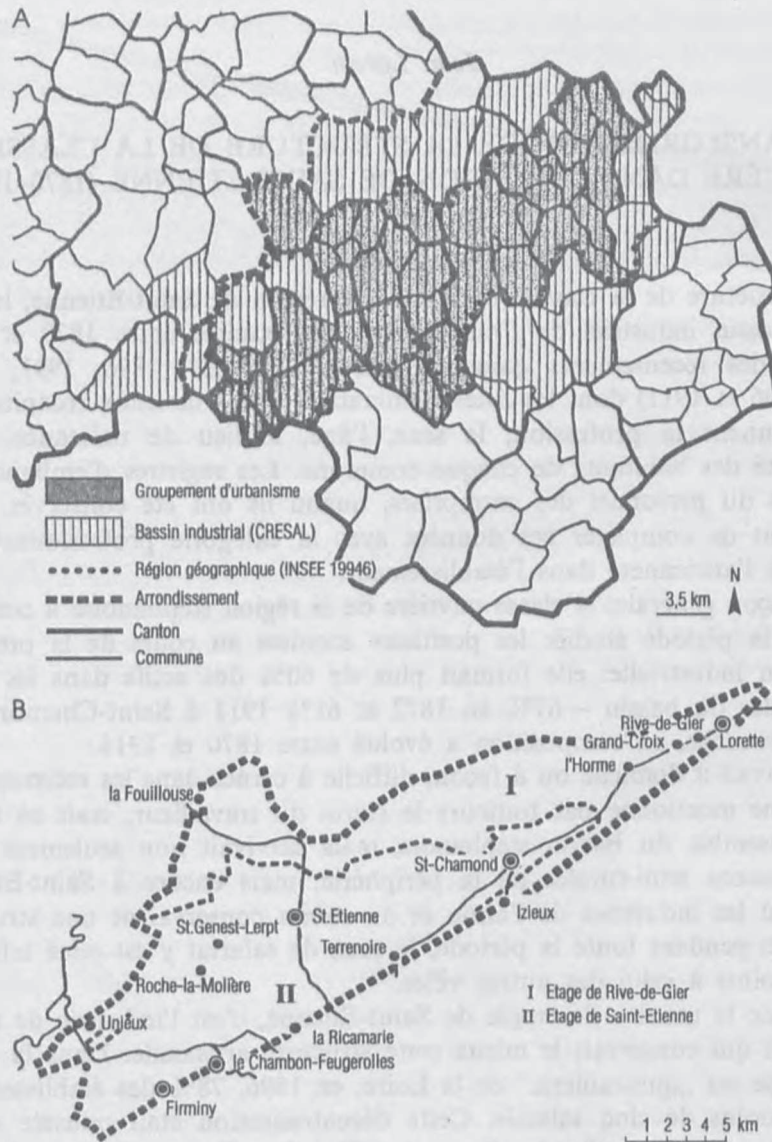
De façon générale, la classe ouvrière de la région stéphanoise a conservé pendant la période étudiée les positions acquises au cours de la première révolution industrielle: elle formait plus de 60% des actifs dans les villes industrielles du bassin – 67% en 1872 et 61% en 1911 à Saint-Chamond.

En revanche, sa composition a évolué entre 1870 et 1914.

Le travail à domicile ou à façon, difficile à cerner dans les recensements où l'on ne mentionne pas toujours le statut du travailleur, était en déclin dans l'ensemble du Bassin stéphanois, mais survivait non seulement dans les communes semi-rurales de la périphérie, mais encore à Saint-Etienne même, où les industries de l'arme et du ruban conservaient une structure artisanale: pendant toute la période, le taux de salariat y est resté inférieur de dix points à celui des autres villes.

Comme le montre l'exemple de Saint-Etienne, c'est l'industrie de transformation qui conservait le mieux cette structure artisanale. Dans la petite métallurgie ou „quincaillerie” de la Loire, en 1896, 78% des établissements avaient moins de cinq salariés. Cette décentralisation était poussée à son paroxysme dans la taille des limes, au Chambon-Teugerolles, ou dans la fabrication des pièces détachées pour l'arme et le cycle. C'était aussi le cas

du tissage du ruban: en 1914, on comptait dans l'ensemble des deux départements de la Loire et de la Haute-Loire seulement 4.628 métiers à ruban en usine, contre 14.367 à domicile.



Dessin 1. Les régions stéphanoises

A. Les limites économiques et démographiques. B. Les limites géologiques du Bassin houiller (d'après l'atlas de Grüner)

En effet, cette décentralisation, encouragée par tout un courant d'opinion qui voyait dans le travail en famille une garantie de moralité et de paix sociale, a été favorisée par l'électrification depuis les années 1890: elle a fait remonter le travail dans la „Montagne” d'où la concurrence de l'usine à vapeur l'avait chassé avant 1870. Mais cette apparente reconstitution de l'atelier de famille masquait le développement du sweating-system: en effet, la sous-concurrence entre ouvriers poussait à l'auto-exploitation, le père de famille recourant au travail gratuit de la femme et des enfants pour ne pas avoir à embaucher des compagnons salariés. La concurrence de ce travail au rabais, officialisée par le „tarif” des prix de façon arraché aux fabricants par les tisseurs en grève en 1900 – il prévoyait en effet une réduction de 20% pour les campagnes, n'a pu qu'entraîner la disparition de l'atelier urbain.

Elle explique que les ouvriers les plus conscients, organisés en syndicats, aient manifesté leur préférence pour le travail en usine, plus régulier, moins atteint par le chômage, et mieux payé, le salarié échappant aux frais d'amortissement du métier, d'achat de l'énergie électrique qui pesaient sur le chef d'atelier. Cette charge était telle que les gains de productivité dégagés par la mécanisation du travail à domicile ne profitaient qu'à une élite spécialisée dans la Nouveauté: en 1910, sur 30 000 métiers, 15 000 chômaient, 10 à 11 000 gagnaient de 1 fr. 50 à 3 francs, „journée de compagnon”, 3 à 4000 de 3 à 5 francs, „enfin, qu'un millier environ gagnent de 5 à 6 francs et quel-ques-uns de 7 à 8 francs avec d'anciens métiers modifiés et bien adaptés à la fabrication de l'article demandé par la mode actuelle” (Commission pour l'amélioration du tissage – Rapport Brossy, 1910). Pour le fabricant Louis Vinson, toujours en 1910, 40 à 50% des chefs d'atelier gagnaient „largement de quoi nourrir leur famille, entretenir leur matériel”, voire „faire des économies”, 25% se suffisaient tout juste et 25% étaient franchement misérables.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les ouvriers d'usine forment le gros de la main-d'oeuvre industrielle. Dès 1881, le taux de salariat dépassait 70% de la population industrielle dans les villes, sauf dans les centres les plus anciens comme Saint-Chamond et Saint-Etienne, une différence que l'on retrouve en 1911:

	% Ouvriers	
	Population totale	Population active
Grand Saint-Chamond	55	60
Saint-Etienne	46	48
Firminy	70	72

Ce contraste entre les agglomérations industrielles de la vallée de l'Ondaine où le taux de salariat pouvait atteindre 80% des actifs et les

viles plus anciennes comme Saint-Chamond et Saint-Etienne où il ne dépassait pas 60 ou 65%, s'explique par le degré inégal d'industrialisation, le pourcentage de salariés dans la population active étant beaucoup plus élevé dans l'industrie – 90,4% dans l'arrondissement de Saint-Etienne en 1881 – que dans le commerce – 44,4% – ou dans l'agriculture – 49,7%: en effet, le secteur secondaire n'employait que 56,6% des actifs à Saint-Chamond, 47,4% à Saint-Etienne, contre 78,8% à Firminy.

Mais partout l'on constate, entre 1870 et 1914, un changement dans la composition de la classe ouvrière, l'apparition dès cette époque d'une „nouvelle classe ouvrière” caractérisée par l'„ossification”, l'apparition d'une catégorie d'„ouvriers spécialisés” ou „OS” intermédiaires entre les manoeuvres, non qualifiés, et les ouvriers professionnels, et la substitution d'une nouvelle élite de techniciens, incorporés aux classes moyennes, à l'„aristocratie ouvrière” que représentaient ces derniers.

I. LA DIVISION DU TRAVAIL

C'était la conséquence de la disparition de l'ancienne division du travail qui subordonnait les manoeuvres aux „grosses culottes”, ouvriers qualifiés dont le prestige reposait sur la pratique du „marchandage” qui garantissait l'autonomie de l'équipe qu'ils dirigeaient dans le cadre de l'usine. L'organisation scientifique du travail, inaugurée dans la Loire par l'ingénieur Euverte dès le Second Empire, tendait à mettre fin à ce système hiérarchique en individualisant le salaire au rendement.

D'autre part, la mécanisation était un facteur de déqualification.

Pour résister à cette double menace, l'„aristocratie ouvrière” fermait le métier, ce qui explique que le différentiel entre les salaires se soit maintenu ou accru dans un premier temps. Mais ce combat d'arrière-garde avait ses limites: en effet, la mécanisation permettait d'enlever le contrôle de l'embauche aux ouvriers professionnels, ce qui explique que l'éventail des salaires se soit refermé après 1890.

Toutefois, cette évolution a été inégale selon les branches et les localités.

1. La mine

La mine, bien qu'elle fût l'activité la plus concentrée du bassin, était particulièrement en retard sous ce rapport. En effet, le retard de la mécanisation dans les houillères de la région de Saint-Etienne y maintenait les structures héritées de l'antique division du travail: le maître-mineur,

préposé à l'abattage au pic, continuait à jouer le rôle de chef de chantier à la tête d'une équipe d'ouvriers qualifiés payés comme lui à la tâche, comme les mineurs et les boiseurs, mais aussi de manoeuvres, chargés d'évacuer le charbon et de charger les bennes, de rouleurs, etc., payés à la journée.

Comme le montre l'exemple de la Compagnie de la Péronnière, en 1889, ces derniers formaient près de la moitié de l'effectif employé au fond:

Catégorie	%	Salaire journalier (Francs)
Ouvriers payés à la tâche		
Piqueurs	10	5
Mineurs	21	4,88
Boiseurs	20	4,79
Ouvriers payés à la journée		
Autres	49	3,77

En 1892, dans l'ensemble du Bassin de la Loire, le personnel qualifié n'atteignait pas le tiers de l'effectif.

De plus, le paiement à la tâche ou à prix fait des ouvriers les plus qualifiés contribuait à ouvrir l'éventail des salaires: entre 1892 et 1901, le salaire moyen des piqueurs a augmenté de 18,88%, celui des manoeuvres seulement de 4,52%. Cette tendance était d'autant plus marquée que les **unskilled** étaient seuls à être touchés par un début de mécanisation et que l'„aristocratie ouvrière” fermait le métier, comme le montre l'accroissement de l'hérédité professionnelle chez les mineurs.

2. La verrerie

Dans la verrerie, représentée à Rive-de-Gier et, dans une moindre mesure, à Saint-Etienne, l'organisation du travail, au début de la période étudiée, rappelle celle de la mine: une élite de souffleurs de verre payés à la tâche était placée à la tête d'une petite armée d'auxiliaire, de „garçons” payés à la journée, et c'est dans la verrerie que l'éventail des salaires était le plus ouvert. A Rive-de-Gier, en 1886, les ouvriers adultes gagnaient 8 francs par jour, contre 3 fr. 25 pour les manoeuvres. Mais, à la différence de la mine, la deuxième révolution industrielle a porté un coup fatal à cette suprématie des ouvriers professionnels: en effet, la mécanisation a permis de substituer des ouvriers non qualifiés aux maîtres verriers, ce qui entraîna à Rive-de-Gier une baisse de salaire de 10% par rapport au tarif de 1886. Certes, l'aristocratie ouvrière tenta de résister en contrôlant l'embauche:

c'est ainsi que les verriers de Rive-de-Gier, en 1894, répondirent par la grève à l'initiative d'un nouveau directeur qui prétendait leur imposer la concurrence de „renégats prussiens” ou italiens, ce qui ne pouvait qu'alimenter un courant de xénophobie ouvrière largement exploité par la presse nationaliste. Mais le nouveau patronat brisa cette résistance en introduisant des machines qui permettaient d'utiliser massivement de la main-d'oeuvre non qualifiée, donc d'embaucher des étrangers, des Allemands, des Italiens, y compris des enfants, ce qui contraignit à l'exode la vieille classe ouvrière locale.

3. La métallurgie

La métallurgie employait un personnel relativement qualifié: à Saint-Chamond, entre 1889 et 1919, 27,0% des ouvriers embauchés aux Aciéries de la Marine avaient déjà travaillé dans la même branche et ce pourcentage atteignait 63,2% si l'on exclue ceux qui entraient dans leur premier emploi, une proportion que confirmait la localisation du dernier établissement: 32,6% de ceux qui avaient déjà travaillé l'avaient fait à Saint-Chamond ou dans des communes limitrophes, Izieux, Saint-Julien; les autres venaient pour l'essentiel d'autres communes du bassin métallurgique, L'Horme, Terrenoire, ou de départements également marqués par la présence de la métallurgie, comme le Gard ou les Pyrénées-Atlantiques.

Mais la déqualification, liée au déclin de l'apprentissage, progressait depuis le début des années 1870. Dans la grosse métallurgie de Rive-de-Gier, le travail de forgeron était dévalorisé par la mécanisation, qui favorisait la concurrence d'une main-d'oeuvre peu qualifiée, donc l'avilissement des salaires. Si les ouvriers, faisait observer un reporter du „Temps” en 1893, évoquaient avec nostalgie l'heureux temps où „les ouvriers se faisaient des journées de 8 à 12 francs”, au lieu de 3 à 6 francs, c'est qu'il n'y avait plus de vrais forgers:

„Le nom seul en subsiste: la chose a disparu. Quel rapport voyez-vous entre l'individu qui manoeuvre un marteau-pilon et le robuste gaillard qui martelait à tour de bras sur l'enclume le lingot de fer rouge? Pour accomplir le travail de ce dernier, il fallait une adresse, une habileté du métier, une force qui ne s'obtenaient pas en un jour. Un long apprentissage s'imposait, et le labeur était épuisant. Pour manoeuvrer un marteau-pilon, et fabriquer en infiniment moins de temps des pièces souvent énormes, que faut-il ici? Un apprentissage de huit jours, et une demi-douzaine de manoeuvres guidés par un bon contremaître” (Thiébaud-Sisson, „La grève de Rive-de-Gier”, dans „Le Temps”, 25 février 1893).

Il en résultait une relative instabilité de la main-d'oeuvre: à Saint-Chamond, aux Aciéries de la Marine, plus de 60% (66,9%) des ouvriers embauchés entre 1883 et 1919 restaient moins de 4 ans à l'usine, et 33,5% moins de 1 an.

En contrepartie, la mécanisation a pu créer une nouvelle élite d'ouvriers professionnels, mécaniciens, ajusteurs, plus proche des *semi-skilled* britanniques que de l'ancienne „aristocratie ouvrière”. C'est ce qui explique l'écrasement de la hiérarchie des salaires dans les branches les plus mécanisées de la métallurgie de transformation, alors que l'éventail restait largement ouvert dans la métallurgie lourde en 1892:

Branche	Catégorie	Salaire journalier Francs
Grosse forge	Etireur au marteau	9
	Puddeur	8
	Manoeuvre	2,60/3,40
Chaudronnerie	Forgeron	5
	Ajusteur	4,30
	Manoeuvre	3,25
Construction mécanique	Fraiseur	3,50/7
	Manoeuvre	3/3,90

L'éventail s'est encore fermé au début du XXe siècle; dans la serrurerie, la convention collective du 26 mai 1907 limitait à 50% l'écart entre les salaires horaires de l'ouvrier le mieux payé et du manoeuvre:

Catégorie	Salaire horaire Francs
„Ouvrier serrurier, forgeron, traceur ou monteur capable de diriger seul une équipe”	0,60
„Ouvrier serrurier ordinaire”	0,50
„Jeune ouvrier après deux ans d'apprentissage”	0,30
„Manoeuvre”	0,40
„Jeune manoeuvre”	0,30

4. L'Arme et le cycle

La petite métallurgie, on l'a vu plus haut, a longtemps conservé une structure artisanale qui faisait, par exemple, du métier d'armurier „une sorte d'aristocratie dans le monde du travail” („La Montagne socialiste”, 3 avril 1904); mais, dès le Second Empire, la mécanisation de la Manufacture

d'Armes de Saint-Etienne avait créé une nouvelle catégorie d'hommes-machines. Si ces derniers jouissaient en compensation des avantages particuliers liés au statut d'ouvrier de l'Etat, comme la retraite, le déqualification restait sans contrepartie à la Manufacture Française d'Armes et Cycles où l'usinage des pièces d'armes et de cycles était automatisé: les socialistes révolutionnaires cités plus haut parlaient à son propos de „bagne capitaliste”, avec ces „horlogescompteurs” avec „multiplication des minutes en retard” qui faisaient l'orgueil d'une direction „à l'américaine” inspirée par Taylor.

Aussi, dès 1907, les premières conventions collectives faisaient-elles apparaître dans cette branche, entre les ouvriers professionnels et les manoeuvres, une catégorie intermédiaire d'„ouvriers spécialistes”, de semi-skilled, comme ces tourneurs „en séries” moins payés que les ouvriers professionnels du même nom, ce qui allait de pair avec la fermeture de l'éventail des salaires: les ouvriers qualifiés, ajusteurs, forgerons, tourneurs, gagnaient à peine plus – 0 fr. 65 l'heure – que les „tourneurs de toutes pièces en séries” – 0 fr. 50, soit 30% d'écart; quant aux ébarbeurs et aux manoeuvres, ils étaient payés presque autant – 0 fr. 40 – que les ouvriers spécialistes.

II. LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS

Même au domicile des derniers artisans, on assiste d'autre part à l'effacement de l'aristocratie ouvrière des compagnons au profit d'une main d'oeuvre sous-qualifiée de femmes et d'enfants. C'était le cas notamment dans l'industrie textile.

1. Le travail féminin

La mécanisation du travail à domicile et la concentration en usine y favorisaient en effet l'emploi des femmes, comme on le voit dès 1872 dans les principales branches du textile de l'arrondissement de Saint-Etienne:

Branche	Hommes	Femmes
Rubans	20.000	40.000
Lacets	1.000	8.000
Total	21.000	48.000

C'était le cas surtout à Saint-Chamond où l'emportait l'industrie précocement mécanisée des Tresses et Lacets. En revanche, les ouvrières ne

formaient dès 1892 que 5% de la main-d'oeuvre de la métallurgie de la Loire. Il en était de même pour les mines et la verrerie.

La main-d'oeuvre féminine était d'autant plus recherchée qu'elle était souspayée, ce qui explique son afflux dans les professions n'exigeant ni qualification ni force musculaire comme la filature, le moulinage et la fabrication des lacets: en 1911, les salaires masculins, dans le département de la Loire, atteignaient la moyenne de 9 fr. 41 par jour, alors que les salaires féminins ne dépassaient pas 2 fr. 25. En effet, si cet écart avait diminué entre 1830 et les années 1850, il s'était stabilisé depuis: la crise de 1882 avait nivelé les salaires, mais la relance ultérieure a accru de nouveau le différentiel entre 1896 et 1911.

Désignées souvent par le seul qualificatif d'„ouvrière”, les femmes formaient en effet une main-d'oeuvre semi-qualifiée, intermédiaire entre les ouvriers professionnels et les „manoeuvres”, dont la majorité était formée par de très jeunes filles logées dans des usines-internats.

Mais les progrès de la législation du travail, notamment l'interdiction du travail de nuit en 1892, allaient restreindre l'emploi de cette main-d'oeuvre „au rabais” (Gemähling): à Saint-Chamond, le taux de féminité de la main-d'oeuvre de l'industrie textile est tombé de 93 à 69% entre 1891 et 1911.

2. Le travail des enfants

L'emploi des enfants dans l'industrie relevait de la même logique que celui des femmes.

Il était également important dans l'industrie textile: à Saint-Chamond, 37% des ouvrières de cette branche avaient moins de 20 ans en 1891, et encore 18% en 1911. Cette proportion était plus réduite à Saint-Etienne où l'industrie du ruban était moins mécanisée et concentrée que celle des tresses et lacets.

L'emploi des enfants était encore plus limité dans l'industrie lourde, métallurgie, mine. Dans les mines du Bassin stéphanois, les moins de 20 ans ne formaient que 14% de la main-d'oeuvre ouvrière en 1901, et les moins de 16 ans seulement 3-9% au jour et 1% au fond - dès 1892.

Dans la verrerie, en revanche, on comptait un grand nombre d'enfants et d'apprentis - 32 à 41% en 1892, ce qui contribuait à ouvrir l'éventail des salaires, la fermeture du métier aidant: en 1892, les apprentis gagnaient 22 à 25% du salaire des souffleurs, les garçons 15 à 19%.

L'éventail des salaires s'est refermé au début du XXe siècle: d'après la convention collective de la serrurerie en 1907, les jeunes ouvriers, après deux ans d'apprentissage, gagnaient 0 fr. 30 l'heure, soit la moitié du salaire de l'ouvrier adulte le plus qualifié.

Cette augmentation relative, liée aux progrès de la législation du travail, ne pouvait que restreindre l'emploi des enfants, comme on l'a vu pour les femmes.

3. Les immigrés

Le relais tendait à être pris par la main-d'oeuvre immigrée dans les industries les plus pénibles ou les plus mécanisées: dès 1869, à Saint-Etienne, le taux d'autochtonie, de plus de 50% chez les passementiers (tisseurs de rubans) et les armuriers, tombait à 28,5% chez les forgers et 30,7% chez les mineurs.

Il convient toutefois de noter qu'au début de la période étudiée, la mobilité géographique n'était pas un signe de déqualification, témoin les déplacements de bassin à bassin d'ouvriers de métier dans la verrerie ou la métallurgie, ou encore l'afflux d'ouvriers du bâtiment de la Creuse ou du Puy-de-Dôme, héritage des migrations saisonnières de l'Ancien Régime.

Les choses n'ont changé qu'à partir des années 1890, avec l'arrivée des Italiens et des paysans de la Haute-Loire dans les mines et les usines métallurgiques, notamment pour le travail à chaud de la fonderie, ou encore des Italiens dans les verreries de Rive-de-Gier.

Cette évolution a contribué à modifier l'aire de recrutement de la main-d'oeuvre.

A Saint-Chamond, entre 1872 et 1911, la part des campagnes proches de la Loire et de la Haute-Loire a augmenté aux dépens d'origines plus lointaines, notamment chez les manoeuvres. Chez les ouvriers qualifiés, d'origine soit locale, soit lointaine en 1872, les campagnes du département de la Loire tendent à l'emporter dans leur recrutement en 1911, ce qui contribue à les aligner sur le modèle des ouvriers spécialisé, semi-qualifiés, reconnaissables dans les recensements à ce que leur profession n'est pas autrement spécifiée que par le qualificatif d'„ouvrier”, sans autre indication.

En effet, la crise agricole, en accélérant l'exode rural, a transformé les campagnes les plus proches en réservoir de main-d'oeuvre: dès 1901, le gros des immigrants se recrutait dans un rayon de 200 kilomètres autour des villes du Bassin stéphanois, notamment dans la zone d'influence de la Fabrique de rubans de Saint-Etienne où le travail de la soie avait habitué la main-d'oeuvre rurale au travail industriel. C'est ainsi que la proche Haute-Loire fournissait 23,3% des ouvriers embauchés par les forges et aciéries Holtzer d'Unieux entre 1901 et 1905.

Ces ruraux formaient la partie la moins qualifiée de la main-d'oeuvre industrielle, manoeuvres de la métallurgie, de la mine ou du bâtiment,

„ouvrières” de l’industrie textile, mais ils commençaient à être relayés par une immigration étrangère encore à ses débuts avant 1914 – les étrangers formaient moins de 1% de la population de la Loire en 1911. On les trouvait surtout à l’est du bassin notamment à Rive-de-Gier, plus éloigné de la Haute-Loire et de la plaine du Forez que les villes de la vallée de l’Ondaine et que Saint-Etienne. Dans la verrerie de Rive-de-Gier, on comptait plus de 50% d’étrangers, notamment des Italiens.

Toutefois, l’immigration italienne, qui avait elle-même pris le relais, après 1870, des Belges et des Allemands, plus qualifiés, tendait à son tour à être relayée par un nouveau type d’immigration d’origine plus lointaine: on voit même apparaître dans les recensements les premiers Polonais, reconnaissables, sous le couvert de la nationalité russe ou austro-hongroise, à leur patronyme et à leur lieu de naissance.

III. CONCLUSION

Emergence d’une nouvelle catégorie d’ouvriers spécialisés, féminisation du travail à domicile ou en usine, emploi d’immigrés d’origine rurale ou étrangère sont autant de signes d’une déqualification liée à la mécanisation et à une nouvelle division du travail, dans la Loire comme dans l’ensemble de la France. Ce processus, moins avancé que dans les nouvelles régions industrielles en expansion, comme la vallée du Rhône, ne s’accélère pas moins, au début du XXe siècle, favorisé qu’il est par les progrès de la sous-traitance dans laquelle tendait désormais à se spécialiser la métallurgie de transformation de la région de Saint-Etienne.

Université Lyon 2

Jean Lorcin

PRZEOBRAŻENIA W STRUKTURZE KLASY ROBOTNICZEJ W REGIONIE SAINT-ETIENNE (1870–1914)

Podstawowym źródłem analizy zmian strukturalnych klasy robotniczej w najstarszym zagłębiu przemysłowym Francji były pięcioletnie spisy siły roboczej z okresu 1872–1911. Spisy te zawierają: zawód, płeć, wiek, miejsce urodzenia, narodowość i miejsce zamieszkania robotnika. Ogółem klasa robotnicza w regionie Saint-Etienne, w badanym okresie, stanowiła ponad 60% zatrudnionych w latach 1872–1911.